

Numéro 22
Décembre 2018



SECTION de la VENDEE

Fédération Syndicale Unitaire

S.F.R.

Section Fédérale des Retraités

*situation sociale,
gilets jaunes,
élections professionnelles,
Fonction Publique,
pensions, impôts,
projet de contre-réforme des retraites ...*

(l'édito en p 2)

ASSEMBLEE des retraité.e.s. de la FSU85

LA ROCHE sur Yon
Mardi 18 décembre 9h30

Salle 14 du pôle associatif
71, Bd A. Briand
(ancienne gendarmerie, à côté du Cyel)

A 11 heures, les participants descendront Place de la Vendée, à la permanence de Mme Gallerneau, députée de la majorité, et y retrouveront d'autres retraité.e.s dans le cadre de la poursuite de l'action du groupe des neuf.

N'hésitez pas à y inviter collègues, ami.e.s (adhérent.e.s ou non !) ou simplement désireux de s'associer à nos débats et notre interpellation des députés...

Élections professionnelles 2018

Malgré la désorganisation du système informatique du Ministère, la participation est en hausse.

La FSU85 progresse en voix, en pourcentage et en sièges. (voir p 4)

Dans ce numéro :

Engagé.e.s	2
Communiqué du groupe des 9	3
Appel national	4
14 décembre: appel CGT, FO, FSU	5
Élections professionnelles: résultats	6

Engagé.e.s !

La plupart des exigences que notre syndicalisme porte depuis bien longtemps sont sous les projecteurs de l'actualité.

Injustices fiscales, injustices sociales, dénonciation de la collusion entre dirigeants de la macronie et les plus riches ...

Chez les gilets jaunes, la forte implication de retraités, les discours entendus sur le pouvoir d'achat, la hausse de la CSG, le quasi-gel des pensions, sur les projets de contre-réforme des retraites, le besoin exprimé de démocratie sociale confirment que nous portons bien des demandes profondément ancrées.

Le dénigrement des organisations syndicales (des forces organisées en général) trouve, c'est vrai, écho chez les gilets jaunes, qui sont de plus très divers.

Comment ne pas réfléchir sans tabous aux raisons de cette méfiance ? Elle découle de leurs erreurs ou insuffisances. Elle découle aussi du mépris des gouvernants depuis des années. Qui peut s'en

Tout montre que nos actions, avec le groupe des 9, ont contribué à inscrire durablement l'enjeu des retraites dans le paysage !



étonner quand les consciences sont marquées du refus permanent d'entendre nos revendications ? Quand l'action collective a consisté d'abord à résister à l'avalanche de mauvais coups ? Redisons-le donc une fois encore: le Président de la République refuse de recevoir les représentants

des retraité.e.s, les députés vendéens s'arrangent pour ne pas nous rencontrer et quand

ils y sont obligés, répondent à côté des questions posées et défendent mordicus les choix du grand patronat et du gouvernement.

Le mouvement syndical n'a nul besoin de s'effacer ou se diluer !

Il lui faut répondre au mieux aux besoins. **Par le débat comme par l'action.**

Notre réussite dépend de l'implication de chacune et chacun.

Pour le groupe d'animation,

Claude RIVÉ

Le 11 décembre 2018



Au lendemain de l'intervention d'E.MACRON

Le groupe des neuf a publié le communiqué de presse ci-dessous (intégral):



« Le Président parle, la colère et les revendications des retraité.e.s restent.

La colère et la mobilisation des retraité.e.s sont confirmées par le mouvement social actuel, dans lequel ils sont souvent impliqués.

Le Groupe des 9 organisations de retraité.e.s (CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR, Ensemble & solidaires) qui regroupe forces syndicales et associations, est présent depuis 2014 sur le terrain pour protester contre notamment la hausse de la CSG de 25 %, la poursuite du gel des pensions en 2018 et la sous-indexation d'ores et déjà décidée pour 2019 et 2020, qui feraient perdre deux mois de pension en trois ans. Le 15 mars 2018, 200 000 personnes retraitées manifestaient contre la politique menée par le gouvernement à leur égard. Les 9 organisations de retraité.e.s sont particulièrement vigilantes à l'égard des prochaines réformes des retraites : pour elles, il n'est pas question de transformer le droit à retraite, contrepartie de cotisations payées tout au long de la vie active, en une allocation sociale dépendant du bon vouloir d'un quelconque gouvernement.

Le président des riches reste le président des riches

Le Président Macron vient de déclarer qu'il ressent la colère du « *retraité modeste qui ne s'en sort pas* » ... sans préciser qu'il est grandement responsable de cette situation, notamment par le gel des pensions et l'augmentation de 25 % de la CSG. Lors de son intervention télévisée, il a annoncé que seraient exonérés de hausse de CSG celles et ceux ayant une pension inférieure à 2 000 € ; cela ne répond pas à nos demandes et ne concernera pas les plus petites pensions qui sont déjà exonérées de toute CSG. Nous exigeons toujours la suppression de la hausse de la CSG pour tous les retraités et l'indexation de toutes les pensions sur l'évolution des salaires. **Il refuse toujours de s'en prendre à l'I.S.F. qui coûtera chaque année 4 milliards d'euros aux autres contribuables. Il maintient la baisse de l'impôt sur les sociétés et le plafonnement à 30 % de l'imposition des dividendes.**

Les revendications des retraité.e.s restent plus que jamais d'actualité pour l'augmentation du pouvoir d'achat, l'indexation des pensions sur les salaires, la prise en charge de la perte d'autonomie à 100 % par la sécurité sociale dans la branche maladie, le renforcement des services publics, particulièrement dans le secteur de la santé, ... ce qui nécessite un renforcement des cotisations sociales et non une baisse comme vient de l'annoncer Emmanuel Macron.

Le Groupe des 9 proteste aussi contre le mépris du gouvernement qui refuse depuis plus d'un an de les recevoir et ce en dépit de multiples relances. Il s'insurge contre l'attitude de ce gouvernement vis à vis des revendications des 17 millions de retraité.e.s dont il ne tient pas compte et avec lesquels il refuse de discuter.

Comme dans de nombreuses villes, dans toute la France à l'appel du groupe des 9, des mobilisations se poursuivent. Les retraités de la région parisienne rappelleront haut et fort leurs revendications à Paris le 18 décembre, devant le ministère des Finances à Bercy.

Il s'agit de bien mettre en opposition la politique de rigueur menée à l'égard du plus grand nombre (dont les personnes retraitées) et les cadeaux fiscaux et sociaux largement accordés à la minorité privilégiée sans contrôles ni contreparties (baisse de l'impôt sur les sociétés, suppression de l'ISF sur les portefeuilles boursiers, plafonnement à 30 % de l'imposition des dividendes, etc.). »

Comme partout en France...

Dans tous les départements, le groupe des 9 organisations de retraité.e.s appelle à poursuivre l'action unitaire. Ci-dessous extrait de l'appel national:



Pressurés et maltraités, c'est assez ! Nous sommes 17 millions de retraité-e-s : imposons-nous, exprimons notre colère !

Ne nous laissons pas faire, revendiquons :

La suppression de la hausse de la CSG dans le PLFSS 2019.

La revalorisation de toutes les pensions, par la fin du gel des pensions, le rattrapage des pertes subies, le refus du 0,3 % en 2019 et 2020.

L'indexation des pensions sur les salaires et un minimum de pension au SMIC pour une carrière complète.

Le maintien des pensions de réversion, sans conditions de ressources.

La prise en charge de la perte d'autonomie à 100% par la sécu et l'ouverture d'un droit universel dans le cadre du service public.

Les 9 organisations de retraités appellent à agir

Nous appelons les retraités à se défendre, sans relâche :

Nos organisations ont demandé à être reçues par le **Président de la République en Marche**. Notre première lettre, pour le 3 octobre, « *se serait égarée !* » Après notre nouveau et deuxième courrier, nous attendons toujours. Nous finirons bien par être entendus !

Jusqu'à la fin de l'année, partout en France, nous ne cesserons d'intervenir auprès de ceux qui attaquent nos retraites. Tous ensemble, allons demander des comptes à ceux qui votent des lois néfastes : pension, CSG, santé, etc. Nous avons la volonté de rencontrer le plus grand nombre de retraités sur les lieux publics, dans des assemblées publiques pour les informer des votes émis et par qui ils sont émis. Ne laissons tranquille aucun élu.

Au moment des vœux, une campagne « Étrennes de riches, étrennes de retraités » dénoncera les mesures qui frappent les retraités et celles qui bénéficient aux privilégiés de ce pays.

Sur la région parisienne, nous appelons à un rassemblement devant le ministère des finances le 18 décembre à 14 heures. Nous présenterons nos revendications au Ministre et tous les retraités présents exprimeront leur colère grandissante.

Début 2019, nous appellerons les 17 millions de retraités à une journée de mobilisation nationale.

Ni nantis, ni privilégiés, nous sommes plus que jamais déterminés à défendre nos droits acquis au cours de nos vies de travail

A La Roche sur Yon, mardi 18 décembre, à 11 heures Place de la Vendée: nous ne laisserons pas tranquilles les députés vendéens de la majorité ! (voir p 1)

Dernière minute: pour des réponses sociales à la crise

Appel des UD CGT , FO et de la FSU85

***pour le pouvoir d'achat, les salaires, retraites
et allocations, pour le SMIC.***

Vendredi 14 décembre

**Grève et manifestation interprofessionnelle
à 14 heures**

Place Napoléon à la Roche sur Yon

le gouvernement

ne renonce pas aux coupes budgétaires de la Sécurité Sociale, au doublement du CICE (*Crédit d'Impôts Compétitivité Emploi*), soit 40 milliards d'euros en faveur des « premiers de cordée », des marchés financiers. 40 milliards soustraits à la satisfaction des besoins sociaux,

ne renonce pas aux nouvelles coupes dans les dépenses publiques, remettant en cause les services publics, notamment en milieu rural. Combien de milliers d'emplois seraient supprimés en plus des 120.000 déjà programmés ?

ne renonce pas à ses réformes de ségrégations sociale et scolaire : fin du bac comme diplôme national, accès à l'enseignement supérieur par le filtre « Parcoursup ».

ne renonce pas à la hausse de la CSG sur l'ensemble des retraites et maintient leur non-indexation sur les salaires (et même les prix !).

ne renonce pas au gel du point d'indice pour les agents des services publics et refuse obstinément tout véritable coup de pouce pour le SMIC.

Et la liste est longue !

Nos organisations, CGT, FO, et FSU soutiennent toutes les mobilisations ayant pour objectifs :

d'accroître le pouvoir d'achat par l'augmenta-

-tion des salaires, des retraites, des allocations, des minimas sociaux, de sauver les services publics de l'asphyxie financière, de l'externalisation et de la privatisation des missions,

de garantir par la cotisation les ressources de la Sécurité Sociale, de l'Assurance-chômage,

d'obtenir l'abrogation des lois et mesures de régression sociale (notamment les lois Reb-samen, Travail, ordonnances Macron de 2017...),

de permettre une réforme de la fiscalité mettant fin à cette incroyable injustice où plus les revenus sont élevés, moins vous paierez d'impôts (et de taxes), une réforme qui réconcilie justice sociale et transition écologique,

de défendre les régimes de retraite existants, menacés par un projet de régime universel et unique visant la baisse de toutes les retraites et pensions,

de garantir les droits des demandeurs d'emploi, en refusant les 4 milliards d'euros d'économies exigées par le gouvernement,

de garantir les droits des malades, en refusant toute remise en cause des droits aux Indemnités journalières.

(extraits de l'appel commun)

F.S.U.85 S.F.R.

Pôle associatif
71 bd Aristide Briand
(Rez-de-chaussée, porte C)
BP 01
85001 La Roche-sur-Yon Cedex
tél + fax : 02-51-05-56-80
courriel : retraites@fsu85.fr

Rédaction: M.Belkhenchir, F.Bourdet,
F.Célrier, J.P.Chotard, A. Deau,
C.Jeffroy, J.P.Majzer, P.Marton,
E.Mathé, P.Y.Pothier, C.Rivé



**Vous pouvez aussi
nous retrouver
sur
<http://sd85.fsu.fr/>
à la rubrique
« retraite »**

Élections professionnelles

Les retraité.e.s ne disposent d'aucune instance de représentation pour exprimer leurs avis sur leurs conditions de vie, sur le niveau et la revalorisation de leurs pensions... Au Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie, ils (et elles) ne sont présent.e.s qu'à travers le collège « personnes âgées », ce qui n'est pas du tout la même chose ! (voir nos précédents numéros).

Dans cette page habituellement consacrée aux loisirs, sorties, visites, spectacles, nous avons choisi de publier les principaux résultats du vote de nos collègues actifs. Le gouvernement veut remettre en cause les instances de dialogue social. Il s'évertue à marginaliser les organisations syndicales. **La participation** en hausse, même encore trop limitée, **atteste de l'attachement des personnels au paritarisme et de la confiance accordée à la FSU et ses syndicats !**

Comité Technique Académique (Nantes): 10 sièges

FSU 5 sièges (=)

UNSA : 2 sièges (- 1)

FO: 2 sièges (+ 1)

SGEN : 1 siège (=)

Comité Technique de Vendée (cf ci-dessous): 10 sièges

FSU : 5 sièges (+1)

UNSA : 2 sièges (=)

FO : 1 siège (- 1)

Sud : 1 siège (=)

SGEN : 1 siège (=)

Commission Administrative Paritaire Départementale 85 (Profs d'école): 7 sièges

SNUipp : 6 sièges (+ 1)

UNSA : 1 siège (=)

FO : 0 siège (-1)



La représentativité dans l'Education Nationale en Vendée

	2014	2018	+ ou -
électeurs	6107	5709	-398
votants	2494	2371	-123
participation %	40,84	41,53	+0,69
blancs	158	146	-12
exprimés	2336	2225	-111

	2014			2018			évolution		
	voix	%	sièges	voix	%	sièges	voix	%	sièges
FSU	876	37,50	4	932	41,89	5	+56	+4,39	+1
UNSA	373	15,97	2	325	14,61	2	-48	-1,36	
FO	393	16,82	2	318	14,29	1	-75	-2,53	-1
Sud-éduc	276	11,82	1	232	10,43	1	-44	-1,39	
Sgen-cfdt	215	9,20	1	196	8,81	1	-19	-0,39	
CGT éduc'Ac-tion	83	3,55		114	5,12		+31	+1,57	
SNALC, SNE	89	3,81		74	3,33		-15	-0,48	
FAEN	24	1,03		21	0,94		-3	-0,08	
SNPTES	7	0,30		13	0,58		+6	0,28	
	2336	100,00	10	2225	100	10	-111		